



Autoroute Castres - Toulouse

Plébiscite des alternatives à l'autoroute « Merci patrons ! »

A Saint Ferréol, le 12 avril dernier, quelques patrons et des syndicats viennent de démontrer que le temps est venu de se pencher avec détermination sur l'amélioration de la RN126 attendue par le plus grand nombre et au bénéfice de tous (entreprises, marchandises et particuliers).

En effet, ils prévoyaient 1000 personnes pour couper l'eau du canal du Midi, mais ils étaient au mieux 60 (source AFP, et voir les photos [en cliquant ici](#)). C'est alors un formidable plébiscite pour ... des alternatives à ce projet autoroutier que la grande majorité de la population et des entreprises ne veut manifestement pas !

Les pro-autoroute ont réclamé encore à corps et à cris, mais toujours sans aucun argument, une autoroute à ½ milliard d'euros, dont 70% au moins payés par nous tous, contribuables d'ici et de partout, mais assurant, quel que soit le trafic, 13% de revenus pour les actionnaires privés de la concession payés par les rares usagers privilégiés et la subvention d'équilibre. Ce sera pour un aller-retour 15 € pour les véhicules légers, 36 € pour les poids lourds [1], et le doublement du péage de l'A68 pour les usagers d'Albi du fait de l'élargissement de l'A680. Mais ce sera aussi la fragilisation ou la disparition de 150 exploitations agricoles [2], et l'obligation pour tous les usagers de la RN126 de repasser au centre de Soual et de Puylaurens.

Pour M. Bousquet, le porte-parole du mouvement de ces patrons, " L'autoroute, ce n'est pas pour gagner 10 mn, mais **pour circuler en meilleures sécurité et sérénité** ". C'est bien cher payer une amélioration de la sécurité et du confort pour quelques privilégiés au détriment du plus grand nombre, alors que **D'AUTRES SOLUTIONS POUR TOUS sont réalisables pour moins cher et rapidement**. Le président de région, Martin Malvy, a déjà esquissé cette solution : inscrire au prochain PDMI (Programme de développement et de modernisation des itinéraires) le financement de ces solutions. Une partie des fonds publics (subvention d'équilibre) destinés à l'autoroute serait largement suffisante !

Il est certain que pour les seuls 3300 véhicules/jour [1] de la RN126 réalisant le trajet complet Castres - Toulouse ou l'inverse (ce qui représente en moyenne, de 5h30 à 21h30, 3 véhicules par minute !), il y a forcément d'autres solutions « pour circuler en meilleures sécurité et sérénité » :

- aménager la RN126 existante en la sécurisant là où c'est nécessaire, et en évitant les ruptures de flux sur la sortie de Castres, au feu de Saïx (le seul feu entre Castres et Toulouse !);
- développer les transports en commun en proposant un cadencement élevé par le rail (vers le centre de Toulouse) et par les bus (jusqu'à Soual ou Puylaurens) ;
- créer des transports en commun par cars vers l'est et le sud de Toulouse, avec des cadencements et des raccordements intelligents, notamment par rapport aux autres modes de transport urbain toulousain et la LMSE (Liaison Multimodale Sud-Est).

Ces alternatives sont accessibles et adaptées à tous, y compris aux territoires traversés et au très faible trafic de Castres à Toulouse, et

- permettent de choisir son mode de transport le plus adapté [3],
- évitent une concurrence déloyale pour les entreprises entre Castres et Albi,
- peuvent être réalisées plus vite et pour moins cher qu'une concession de bout en bout,
- respectent la nécessaire rigueur budgétaire de la puissance publique et notre pouvoir d'achat,
- réduisent les impacts sur le réchauffement climatique et le précieux monde agricole, également premier employeur de l'est de la région Midi-Pyrénées.

**L'autoroute « pourra » la vie du plus grand nombre,
les alternatives bénéficieront efficacement à tous.**

[1] chiffres DREAL dans le dossier du débat public septembre 2009

[2] chiffres de la Chambre d'agriculture du Tarn 27 février 2012. Plus de 30% des 108 exploitations tarnaises seront fortement fragilisées, dont une demi-douzaine vouée à disparaître

[3] Permettre à chacun de préférer son déplacement en transport en commun, c'est bien sûr permettre des économies (moins cher, mais de plus, 50% du coût peut être pris en charge par l'employeur) et c'est aussi gagner du temps car il peut être utilisé pour son profit, autrement que dans la conduite de son véhicule : 1 heure de voiture, c'est une heure de perdue, 1 heure de train ou de car, c'est une heure de gagnée.